

10

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

CHANTIERS NAVALS La Seyne et Port de Bouc	p I
LORRAINE Grèves à la Sollaç	p 6
LIAISONS	p 8 et 20
U S A La grève des transports de New York	p 9
SYNDICATS Documents sur l'Espagne Un compte rendu du S N I	p 13 p 15
CAPITALISME ET BUREAUCRATIE Un pays sous développé	p 16
QU'EST le Provoariat ?	p 18
XXXXXXXXXX XXXXXXXXXX GREVES XXXXXXXXXX Rhône Poulenc	p 18

LE NUMÉRO
0,50 F

Numéro 48

mensuel

AVRIL 1966

chantiers navals

PORT-DE-BOUC et LA SEYNE

Il a fallu plus de trois mois de manoeuvres financières, gouvernementales et syndicales pour venir à bout de la résistance des ouvriers qui refusaient d'être traités comme de simples pions sur l'échiquier de la concentration des chantiers navals.

Il faudrait des pages et des pages pour décrire toutes ces manoeuvres qui trouvent leur aboutissement dans la liquidation des chantiers de Port-de-Bouc et du Trait (Seine Maritime), la reconversion totale de ceux de La Seyne et le seul maintien de ceux de La Ciotat.

Derrière cette concentration, se profilent des intérêts capitalistes dont on parle bien peu; leurs discussions se déroulent dans la coulisse; c'est à peine s'il est parlé de la Société Libanaise Intrabank, majoritaire à La Ciotat et d'Onassis, armateur grec majoritaire aux Forges et Chantiers de la Méditerranée (La Seyne). Qui a dit que Vicair, le liquidateur patenté de Port-de-Bouc, qui oeuvre maintenant à La Seyne est un homme du groupe Schneider ?

Tant que ces groupes financiers cherchent le nouvel équilibre de leurs intérêts, gouvernement et syndicats, par leurs palabres, font croire qu'il est possible de prendre d'autres décisions que celles des groupes capitalistes, endorment la méfiance et l'inquiétude des ouvriers et finalement font accepter les décisions à l'aide d'insignifiants aménagements de détail.

Jusqu'au dernier moment, les travailleurs se sont battus: lutte incompréhensible pour tous les dirigeants quels qu'ils soient, comme en témoignent ces déclarations que nous reproduisons. Il s'agit bien de deux classes différentes pour qui les actes et les paroles n'ont pas le même sens. Patrons, financiers, hommes politiques, chefs syndicaux, ne voient pas autre chose que la marche d'une entreprise, d'une société d'exploitation avec des notions de progrès, de nécessité, de "possible" et de "pas possible", mais au niveau de leur place et de leur revendication dans cette société. Les travailleurs voient leur vie, ce qu'elle est, ce qu'on veut en faire et qui leur paraît possible; leur niveau est celui d'une société humaine, c'est-à-dire où il n'y ait aucune exploitation, aucune domination; alors ils trouvent en face d'eux tous les dirigeants qui parlent intérêt et technique.

Lés positions des Dirigeants:

Le représentant direct des capitalistes (Vicair- liquidateur des Chantiers et Ateliers de Provence- 30/4/66):

" Je n'ai pas demandé au personnel des C.A.P. d'accepter ou d'approuver. Je lui ai demandé de s'incliner devant cette solution. Je sais qu'elle est particulièrement pénible sur le plan humain. Mais il n'en reste pas moins qu'elle était la

.... La gauche :

"..La gauche trahirait sa mission si elle prêchait la résignation aux petits aux obscurs, aux sans grade, qui supportent le poids principal des sacrifices exigés par une modernisation de l'économie dont les avantages essentiels vont aux classes privilégiées.

Mais la défense des situations acquises a aussi des nobles moins nobles.

seule solution possible du point de vue financier... Il faut absolument que le "Provence" soit achevé à La Ciotat".
(Le provençal-1/3/66).

Le bureaucrate syndical local:

(Domenech- Fédération des Métaux, CGT)

"Nous en étions arrivés au sommet de l'escalade des propositions, décisions et contre-propositions. Il fallait décider. Rapidement... Voilà pourquoi, nous, responsables syndicaux, avons opté pour un compromis. Nous avons discuté, point par point, détail après détail, le compromis que nous proposait la direction...

" Camarades, ce compromis est honorable, sans être pleinement satisfaisant. Cependant, nous ne pouvions plus faire autrement, et nous avons pensé qu'il était préférable de traiter".

(le Provençal- 7/3/66).

"Il faut, ou refuser le dialogue avec la direction, avec comme aboutissement l'intervention certaine des forces de l'ordre, ou accepter d'engager les discussions..."

(Le Monde - 8/3/66).

"En s'y adonnant la gauche s'est aussi livrée à de vieux démons. Elle est restée fidèle à sa tradition de protéger les "petits" contre les "gros": dans un monde où le progrès technique exige des unités de grandes dimensions cela veut dire protéger les structures anciennes contre les structures modernes..."

"Evidemment, soutenir aujourd'hui les ouvriers de La Seyne et de Port-de-Bouc comme hier les mineurs du Massif Central, ou autrefois les conducteurs de diligences, c'est une attitude démagogique en soi. N'importe quel gouvernement, même socialiste, même communiste, devrait fermer les chantiers et les entreprises archaïques. Au pouvoir, la gauche devrait nécessairement expliquer aux travailleurs les nécessités de certaines adaptations. Elle pourrait alors le faire... Mais tant qu'elle était exclue de l'espérance même du pouvoir, agir ainsi aurait... diminué leur confiance (des victimes d'une modernisation) dans leurs défenseurs naturels"

(Maurice Duverger -"Le Poujadisme de Gauche" -France-Observateur- N° 70- 16-22/3/66).

COMMENT LES SYNDICATS BRISENT la RESISTANCE OUVRIERE.

Beaucoup de dirigeants- y compris syndicaux- savaient que le plan de concentration des chantiers navals signifiait la fermeture de certains chantiers. Mais les travailleurs n'avaient que des bruits: pour les amener à accepter les fermetures, tout un chantage va se développer. Et les syndicats y participeront.

Les chantiers de Port-de-Bouc ont été scindés en deux sociétés: Provence-Industrie (P.I.) et Chantiers et Ateliers de Provence (C.A.P.) d'où premier tri en deux groupes non solidaires que l'on peut manœuvrer l'un contre l'autre.

PREMIERE ETAPE

dissolution anticipée des C.A.P. Le liquidateur- Vicaire- doit faire partir le "Provence" à La Ciotat et fermer le chantier.

Vendredi 11 février- 10h30:

Assemblée des travailleurs- Vote- 462 contre 94 et 27 blancs pour ne lancer le bateau que s'il est terminé à Port-de-Bouc.

A 13h30- riposte patronale: lock-out et chantage. Pas de lancement, pas de paie.

Samedi 12 février:

mise en demeure patronale: si le Provence n'est pas lancé le 14, dépôt de bilan de C.A.P. le 15 et de

P.I. le 16.

En même temps, on laisse entendre aux ouvriers de La Seyne que leurs chantiers ne fermeront pas: ils renoncent aux grèves. Ce qui isole ceux de Port-de-Bouc et facilite les discussions syndicat-liquidateur.

SECONDE ETAPE

Jeudi 17 février: premier compromis accepté par les délégués syndicaux

- le Provence sera lancé tel quel.
- des experts décideront où il sera terminé.

Le délégué CGT Domenech déclare: " Cela nous permettra de poursuivre la lutte "... et Rieubon, le député maire communiste parle même de victoire.

Mercredi 23 février:

Les financiers se sont mis d'accord et un comité interministériel peut entériner:

- le maintien et reconversion à La Seyne (aide de l'Etat et apport de groupes financiers).
- la fusion de La Ciotat, Le Trait et C.A.P. avec disparition des C.A.P. en 66 et du Trait en 69.

Le même jour, manifestation folklorique à Draguignan des travailleurs de La Seyne.

Jeudi 24 février:

Le Provence est lancé à Port-de-Bouc en exécution du compromis.

Vendredi 25 février:

Pour achever la rupture de solidarité de La Seyne, on annonce que 519 sur 1000 ouvriers en régie licenciés, seront réembauchés et que l'horaire réduit à 40h va être porté à 44h.

Mardi 1^o mars:

Les experts: "Le Provence doit partir à La Ciotat" (on s'en serait douté). C'est là que le liquidateur affirme les droits des dirigeants: "Je n'ai pas demandé au personnel des C.A.P. d'accepter ou d'approuver. Je lui ai demandé de s'incliner devant cette solution".

Débrayage à 17h. à Port de Bouc. Vote à main levée: les ouvriers des C.A.P. et de P.I. décident de s'opposer au départ du Provence.

Déclaration de Domenech (syndicat des métaux CGT) "On ne peut préjuger de notre plan d'action... il est encore trop tôt pour prévoir l'évolution d'une situation qui vient subitement de se tendre".

Autrement dit les ouvriers ne se laissent pas faire. Et les syndicats restent dans le vague: aucun des mots d'ordre que l'on pourrait attendre.

Mercredi 2 mars:

Action ouvrière: occupation des chantiers et du Provence
Arrêt total des C.A.P. et de P.I.

Action syndicale: débrayage à 14h des C.A.P. et de P.I.
meeting à 17h avec Rieubon député maire communiste et l'évêque d'Aix, à Port-de-Bouc.

Jeudi 3 mars:

Riposte patronale: pas de départ, pas de paie - et

fermeture des chantiers - grèves limitées de solidarité à La Ciotat (24h) et à La Seyne (débrayages).

Vendredi 4 mars:

Les entrevues recommencent au sommet entre Domenech fédération des métaux CGT et Sutra, directeurs des C.A.P. La paie de vendredi après-midi est reportée.

Les ouvriers, pour prévenir toute surprise jettent l'ancre du Provence.

A La Seyne, après une déclaration sur la reprise des commandes, on commence à réembaucher les ouvriers en régie.

Samedi 5 mars:

Les entretiens continuent. Pas de Paie. Menace de fermeture totale de P.I. dont les ouvriers font grève totale par solidarité.

Troisième étape

Dimanche 6 mars:

Le compromis est signé dans la nuit de samedi à dimanche.

On convoque une assemblée des travailleurs le dimanche matin à 10h.

400 ouvriers sur 800 sont présents.

Le délégué syndical CGT, Domenech explique la signature:

"Nous en étions arrivés au sommet dans l'escalade des propositions, décisions et contre propositions. Il fallait décider rapidement. Nous ne pouvions pas laisser notre mouvement, que toute la France a admiré, se pourrir, se détériorer. Voilà pourquoi nous, responsables syndicaux, avons opté pour un compromis. Nous avons discuté point par point, détail après détail, le compromis que nous proposait la direction. Nous avons fait des objections et des remarques qui ont toutes été acceptées, grosso modo! Camarades, ce compromis est honorable sans être pleinement satisfaisant. Cependant nous ne pouvions plus faire autrement et nous avons pensé qu'il était préférable de traiter. Mais quoi qu'il en soit, personne n'a à rougir et nous pouvons marcher la tête haute, car nous avons gagné sur bien des points."

Les débats révèlent que les présents ne sont pas d'accord:

" C'est ainsi que de nombreux métallos intervinrent et proclamèrent leur façon de penser, sans mâcher leurs mots.

M. Felise: "nous nous battons depuis des années pour ne pas aller à La Ciotat. La lutte doit continuer !

M.E. Sarlin: "dans ce protocole on a oublié la question du logement pour ceux des ouvriers qui voudront se fixer à La Ciotat.

Les chapitres du PROTOCOLE

- lock-out levé
- départ du Provence le lundi 7 mars.
- mise en congé payé de tous les ouvriers des C.A.P. du 7 au 13/3
- maintien de 49 licenciements.
- tous les délégués réembauchés.
- 180 iront travailler à La Ciotat avec une prime quotidienne de 8 et 2 frs en plus/si le bateau est achevé le 25 juillet. Après ils seront licenciés et "reclassés".

Ceux qui ne sont pas OUBLIES

Dans le protocole du 5 mars, 49 ouvriers restent licenciés, mais tous les délégués syndicaux ont obtenu d'être réembauchés aux C.A.P.

Le 21 mars, il ne reste aux C.A.P. que 32 ouvriers et cadres, dont les délégués syndicaux....

" On nous a dit que nous ne pourrions pas nous loger avant deux ans, et encore faudrait-il faire appel à la co-propriété.

M. Aimé Ponzo: "au début de notre mouvement, disait-on entre nous, tout le monde semblait d'accord pour poursuivre la lutte jusqu'au bout. Nous devions rester fermes sur nos positions: le Provence ne quitterait pas Port-de-Bouc, il n'y aurait pas de licenciements, nous refuserions toujours d'être "déportés" à La Ciotat. Aujourd'hui, si nous avons grignoté quelques avantages, il n'en reste pas moins que le bateau s'en va, qu'il y a 49 licenciés, que 180 gars de chez nous partent à La Ciotat et que nous n'avons aucune garantie absolue de plein emploi pour l'avenir. "

Les syndicats posent une seule question:

"DOIT-ON ACCEPTER CE COMPROMIS ?
DOIT-ON CONTINUER OU ABANDONNER LA LUTTE ? "

A répondre par oui ou non.

Les syndicats proposent un vote à main levée, les ouvriers présents exigent un vote secret.

274 OUI - 73 non - 8 nuls - 45 non votants sur 800 ouvriers des C.A.P.

Compromis "accepté par les travailleurs"

" A 13h30, les ouvriers ont chanté -sans conviction, le coeur n'y était pas- la Marseillaise "

Lundi 7 mars:

Tous les ouvriers se présentent à l'embauche à 6h45, les uns à la plate-forme de forage (Provence Industrie) les autres au Provence (C.A.P.)

Le bateau doit partir à 11h25:

"Un départ houleux: alors que les ouvriers travaillaient, un événement qui aurait pu très mal se terminer, survint. Il fut provoqué par l'arrivée en 404 noire conduite par un chauffeur en livrée, de M. Sutra, directeur des C.A.P. et de M. Vicaire, liquidateur amiable.

"Comme électrisés par la vue de la haute et massive silhouette de M. Vicaire, les ouvriers se groupèrent immédiatement autour de la voiture, aux cris de: " dehors, assassins ! " "affameurs", "provocateurs", etc..

"Malgré cet accueil houleux et ces apostrophes violentes, M. Vicaire et Sutra tinrent néanmoins à superviser les préparatifs de départ et traversèrent les chantiers -sous les huées des travailleurs- pour gagner un ponton situé à proximité de l'avant du Provence.

"La tension, la violence des mots et des gestes montaient toujours. On criait: " jetons-les à la mer". Fort heureusement, une barrière, très frêle il est vrai, séparait MM. Vicaire et Sutra des ouvriers. Apercevant M. Rieubon, député maire de Port-de-Bouc, le liquidateur lui tendit amicalement la main et l'invita presque à venir se ranger auprès de lui. M. Rieubon entouré de métallos ne broncha pas d'un pouce et lança " je ne suis pas du même côté de la barrière que vous".

"Estimant finalement que la situation devenait dangereuse, M. Rieubon conseilla aux deux hommes de regagner leur voiture. Ils obtinrent suivis par des groupes d'ouvriers qui devenaient de plus en plus menaçants. Les pas s'accéléraient et MM. Vicaire et Sutra purent monter dans leur véhicule sous la protection des délégués syndicaux et de M. Rieubon qui les bras tendis, leur firent un barrage de protection. Au moment du départ, la carrosserie du véhicule fut cabossée par de nombreux coups de pied et coups de poing.

"Quelques minutes plus tard, dans le calme revenu, les deux remorqueurs

passaient leurs haussières au Provence qui quittait lentement le quai... Immobiles, des ouvriers brandissaient à bout de bras, la dernière pancarte... On pouvait y lire, en lettres énormes, "Affameurs".
(Le Provençal - 8/3/66).

(pour ceux que ça intéresse, on tient à leur disposition une photo montrant le député maire communiste retenant les ouvriers à bout de bras pour les empêcher d'esquinter la voiture et les patrons qui sont dedans).

Dès que le Provence a franchi la passe, les ouvriers ont été payés. Et mis en congé pour huit jours comme prévu... par les patrons et les syndicats.

Mardi 8 mars:

Rieubon est reçu au "Ministère des Transports. Pourquoi? La Fédération CGT des métaux " se félicite des résultats obtenus"(sic)

Lundi 21 mars:

Liquidation accélérée de Port-de-Bouc.

Sur 203 ouvriers qui devaient aller à La Ciotat, 78 ont accepté, 125 non et ont été licenciés; sur les 122 restants, 46 sont licenciés, les autres dispersés; 32 restent aux C.A.P. dont tous les délégués syndicaux.

En d'autres termes, les ouvriers refusent pratiquement dans leur majorité le compromis élaboré par les syndicats : ils préfèrent aller travailler ailleurs et garder la liberté de leur choix, négligeant tout ce qu'on avait "prévu" pour eux. A notre avis, ceci est significatif et montre bien que les travailleurs se battaient pour ce qui les concernait eux seuls.

Les ministres commencent à faire des déclarations confuses et contradictoires au sujet de La Soyné...

ooooooooo

LORRAINE

grève à la SOLLAC (Société Lorraine de Laminage Continu-filiale de De Wendel (45%) et d'autres groupes sidérurgiques moins importants).

d'un camarade de Lorraine: "...la grève dure à Sollac depuis le 5/3. tournante, mais générale, services après services. Elle touche surtout les horaires; les E.T.M., particulièrement les cadres, ingénieurs, etc.. s'abstiennent si on ne les contraint (piquets, bagarres, etc..) Les travailleurs sous contrats (portugais surtout) et les jeunes commissionnaires ou les nouveaux embauchés ne sont pas contraints par les piquets.

" Le 9 mars, la grève est étendue à toute l'usine sur ordre des trois "grandes centrales" syndicales (qui totalisent 30% environ de l'effectif). D'importants barrages interdisent toutes les entrées (Sollac s'étend sur plusieurs kilomètres carrés). Et à cet effet, les copains libertaires rejoignent les piquets à 3h

du matin. (l'ordre avait été lancé le 8, vers 17h par voitures radios circulant dans les cités, suite à la faillite des réunions paritaires précédentes). Un seul oubli: les entrées Sollac par chez De Wendel ! Il est de taille: au moins 2050 (mensuels surtout) personnes les ont utilisées. (pour mémoire: effectif Sollac: 10.000 personnes) Voici les détails résumés, j'en suis témoin direct:

- Le 9 mars, 7h30: une vingtaine de grévistes au bureau Central/De Wendel (de Sollac): ils empêchent les camions et mensuels de Sollac d'entrer.

- 7h35: des gardiens De Wendel chassent les grévistes "avancés"

- 7h40: des employés Sollac téléphonent à la police pour être dégagés (celle-ci vint à 13h35).

- 7h50: un militant CFDT, délégué du personnel et au CE/de Wendel, au bureau me dit: "complètement idiot l'ordre de grève générale de la sidérurgie française le 15; d'abord 2h lancés par la CFDT, à quoi ça rime? Et puis le 15 jour de paie des horaires. Ils vont tous entrer à l'usine se faire payer et y rester travailler. De toute façon je ne ferai pas grève, ajoute-t-il, personne ne me suivrait parmi les employés..." - Deux femmes d'un bureau, plus un homme (sur 15 employés): " Nous on marcherait, pourquoi pas les II autres?"

...
- 11h45: (sortie du matin): situation calme au portier, plus de piquet de Sollac.

- 13h30 (reprise): toujours une vingtaine de grévistes, qui tentent tous de pénétrer sur le parking intérieur pour interdire l'accès à Sollac. (aspect très prolo, vestes de cuir, etc..)

- 13h45: les flics sont là commandés par un "galon blanc" connu pour sa rogne, et soutenus par 10 gardiens De Wendel. (les gardiens ont des pistolets "5.5" certains flics des P.M. Les grévistes sont chassés hors de Wendel.

Dialogue entre deux grévistes et un gardien De Wendel: "pourquoi ne nous laissez-vous pas entrer, on revendique pour vous aussi?" - "on voudrait bien mais on perdrait nos places, si vous croyez que c'est marrant les gars, de vous tirer dans les pattes? - " vous attendez à notre liberté de militants, en entravant notre action" - " on pourrait vous rétorquer, que vous attendez à la liberté du travail et à la propriété ", etc...

- 13h50 (m'approchant, je discute avec les 6 grévistes les plus "surveillés"): " alors les gars, vous avez des difficultés avec tous ces vendus?" - " tu vois bien, si seulement "les de Wendel" nous laissaient entrer jusqu'aux grilles Sollac ! " - "tu penses que non. solidarité patronale: ça existe plus que chez nous hélas! De Wendel laisse quotidiennement passer des gens et du matériel Sollac mais il ne peut logiquement admettre que même exceptionnellement vous pénétriez sur son territoire. Je tiens à vous signaler que ce ne sont pas des gars de chez nous qui ont téléphoné aux flics, mais bien des vôtres; enfin des jaunes; toutefois ce sont les gardiens de la porte "C" qui leur ont prêté le téléphone. -" oui, on est au courant. Tous des salauds. Ils bousillent notre action, quitte à en bénéficier ensuite si on réussit à obtenir satisfaction quand même. - "bien sûr, mais pourquoi n'avez-vous pas bousillé la nuit dernière, comme nous le fîmes tous il y a deux ans, tous les moyens de transport (perçant les pneus des autobus, voitures, cyclomoteurs, etc..)?" - "on nous a alors traité de vendues, si tu t'en souviens? - " commencer par nos propres syndicats (Exact !) - " et pourquoi alors, n'êtes-vous pas venus à 300 ou 400, au lieu de 20? - "Les syndicats ont jugé qu'à 20 ça suffirait: le gros des copains cerne Sollac proprement dite."

Dans l'après-midi tous les Sollac qui voulurent entrèrent par chez De Wendel.

- 14h (le chef de bureau): "tout cela est ridicule, augmentations, semaine de 40 heures, retraite à 55 ans ! Tous des paresseux et des dépensiers: ils n'ont qu'à faire comme moi: des économies...(il gagne plus de 1600.00 frs par mois et a un paquet d'actions dans la maison).

- 15h: empoignade générale dans tout le service entre employés et chefs, rapport à la distribution des périodes de congés payés cet été. Finalement,

nous nous arrangeons entre nous pour assurer la permanence d'été et imposons notre propre liste aux patrons, en leur signifiant en sus, que nous entendons rester seuls maîtres de modifications ultérieures, selon d'éventuelles circonstances. (ceci dans le bureau uniquement).

-16h: nous refusons collectivement un travail qui sort nettement du cadre de nos attributions normales.

Et puis par solidarité avec Sollac, on commence la "grève sur le tas" (jusqu'à 18h15, fin du travail). Grosse discussion générale (l'ambiance est à la "fronde") sur l'autogestion, etc..

Pour conclure, sur 15 nous sommes 3 CFDT et 1 CNT, et 11 non syndiqués (dont 10 ex- CFDT). Trois femmes sur quatre admettent les principes révolutionnaires que je préconise et trois hommes sur 10). Nous nous comptons donc, en optima: 7 sur 15 pour un petit "front commun".

Ce même 10/3, 1000 grévistes à Metz. Les délégués Sollac des trois centrales réclament (à la Chambre Patronale): "une véritable augmentation des salaires et traitements- l'institution d'un salaire mensuel garanti à 600 frs - la réduction du temps de travail sans perte de salaire - la retraite pleine et entière à 60 ans- prime d'ancienneté égale pour tous à 0.02 frs de l'heure par année d'ancienneté- prime de logement égale pour tous: 90 frs par famille et 9 frs par enfant en plus.- treizième mois pour tous - une véritable sécurité sur le lieu du travail et toutes nos revendications".

Dérogation FO: 650 frs de minimum garanti. En plus, CGT: nationalisation de la sidérurgie.

À Sollac/Ebange, il y a eu des bagarres entre piquet et jaunes: trois jaunes hospitalisés, et un camion a foncé dans le piquet: pas de victime.

Pour le 15, FO/régional, dit (bulletin du 5/3/66): " libre initiative des responsables et autres camarades/FO en ce qui concerne l'action commune, mais nous préconisons: unité d'action." Suit un tract inclus dans le Bulletin (diffusés à tous les travailleurs de la région) et dû à l'initiative des responsables/FO du secteur sidérurgique de l'Est (diffusion du 12/9/66): " c'est de la pantomime, donc nous ne nous associons pas à la grève du 15 ". (prétextant:..."considérant qu'il n'y a pas de gaspillage d'énergie et de combativité des masses à faire en les usant sur des mots d'ordre sans portée sur le plan de nos usines".

avis des libertaires de Lorraine: "FO ne manque pas là de lucidité d'esprit; CGT et CFDT ne feront rien pour déborder la grève;(les patrons attendent tranquillement la reprise du lendemain et diront "niet").

En effet, on sent déjà du malaise: les ouvriers de la région sont dégoûtés par le semi-fiasco du 10 à Sollac, les employés rigolent, les cadres s'en foutent, les patrons se frottent les mains- pour nous, si le 15 devait néanmoins "déborder" nous sommes prêts à clamer et à inscrire partout AUTOGESTION... Et c'est bien tout ce que l'on peut faire. "

14/3/66: " Suite à ma lettre d'il y a deux jours, pour demain 15, un tract inter-syndical de Sollac invite les salariés de cette usine à: "écrire personnellement et individuellement au président de la République pour l'informer de l'état de misère latente, d'injustice sociale, etc.. que l'on connaît à l'usine et de faire tout pour que cela change, Monsieur le Président, élu par le peuple ".... (avec nom, adresse, signature). D'autre part, ça sort des bulletins et tracts "extraordinaires" des trois tendances... chacune accusant l'autre de bousiller l'action commune..(F.O. même est parfois digne, parfois pire que CFDT ou CGT). On va jusqu'à la calomnie dans la vie privée de militants, parfois obscurs, parfois en vue. Ce n'est plus du syndicalisme, mais les "potins de la commère". Aux dernières nouvelles, grève générale, sauf FO dans toute la sidérurgie lorraine (du coup CGT et CFDT font chorus contre et l'accusent de "vendu au patronat"); en fait il serait intéressant de savoir comment FO, terriblement minoritaire ici, peut tirer quotidiennement, 50.000 tracts/journaux(avec articles de fond) depuis 8 jours et sur 8 pages imprimées, avec photos, etc.. Donc, sauf inattendu, la grande journée de revendication lorraine et nationale du 15 est foutue. D'ailleurs, sauf à Sollac/ouvriers, les travailleurs sont peu chauds. "

LA GREVE DES TRANSPORTS DE NEW-YORK

(cet article a été rédigé à partir d'articles de journaux locaux transmis par un camarade de New-York)

Les transports en commun de New-York appartiennent à des sociétés privées (certaines possédant une ligne de métro: B.M.T. ou I.M.T. par exemple) mais sous la coordination d'un organisme semi-public: Transit Authority (T.A.); ce qui explique l'intervention du maire de New-York dans les décisions touchant les salaires.

Le syndicat T.W.U. est un syndicat unique rattaché à la centrale unifiée A.F.L.-C.I.O. Quill, président, règne sur ce syndicat depuis plus de 40 ans; pendant longtemps, il s'y est imposé en s'appuyant sur les réfugiés irlandais. Comme souvent aux U.S.A. le T.W.U. - c'est-à-dire Quill - met au point périodiquement avec les autorités le contrat collectif qui règlera les conditions de travail pour les deux ans à venir. Mais la base formée de plus en plus de noirs, accepte beaucoup moins facilement la tutelle des dirigeants. En 1961, après que le contrat collectif eut été signé par le syndicat, une démonstration sauvage de 3000 travailleurs des transports avait envahi le quartier général du syndicat. En 1963, l'accord fut à deux doigts d'être refusé: il ne fut ratifié que dans un vote groupé et par quelques voix. Quill et son équipe se trouvait donc forcé de compter avec les travailleurs.

La démagogie de Quill et de l'équipe dirigeante pouvait d'autant plus se donner libre cours que la "crise des transports" servait à ce moment ses amis politiques. La mairie de New-York venait de changer de mains, passant du démocrate Wagner au républicain Lindsay. Quill est lié politiquement à Wagner et ne doit rien à Lindsay. Alors qu'il aurait fallu transiger avec Wagner au prix de quelque mise en scène et se battre avec la base comme en 61 et 63 pour faire avaler un compromis, Quill peut se permettre cette fois, sans risques, de redorer son blason de dirigeant, de récupérer sa base et de servir ses amis politiques en mettant leur adversaire dans l'embarras. Côté des bureaucraties syndicales, c'est l'arrière plan déterminant qui fait qu'ils sont avec les travailleurs (pour un temps) au lieu d'être contre comme d'habitude.

Un camarade de New-York écrit que l'on avait l'impression que les grévistes, en luttant pour leur bifsteak, défendaient aussi (involontairement) la cause de l'administration municipale de Wagner. Lindsay qui avait promis de nettoyer l'écurie a été bien visé et touché.

Les travailleurs des transports ont des raisons toutes différentes et plus solides de se battre. Une loi accorde aux employés des services publics automatiquement un salaire équivalent au salaire moyen pour le même emploi dans le privé. Mais les travailleurs des transports de New-York en sont exclus parce qu'ils sont "sociétés privées". De sorte que, pour le même travail, un chauffeur (police ou pompier) reçoit 4.56 dollars l'heure et un chauffeur de bus 3.46; de même un conducteur de métro selon la ligne reçoit 3.95 d. l'heure (ligne publique) et 3.40d. (ligne privée). Le syndicat a tenté de régler cela sur le plan juridique, il a perdu. Les salaires dépendaient donc entièrement des discussions avec la Transit Authority. Il est bien difficile - à distance - de savoir ce que représentaient réellement les revendications de salaires. Les chiffres de salaires - comme cela se passe ici dans la presse en pareil cas - sont contestés: 3.13 dollars en moyenne l'heure, soit 7.222 par an (heures supplémentaires comprises), c'est-à-dire 0.60 dollars de l'heure de plus que la moyenne des travailleurs new-yorkais, 0.40 dollars de l'heure de plus que la moyenne horaire des métros d'autres grandes villes (New-York-Times). Un lecteur répond que le salaire

vital pour une famille de deux enfants (de 13 ans) est de 7.900 dollars à New-York et qu'il n'y a pas besoin de beaucoup d'autres explications pour justifier la grève: dans les pourparlers les autorités n'offraient que 3.20%.

En regard de cette revendication de salaires, la demande initiale des dirigeants du T.W.U. est vraiment le pavé dans la mare: 30% d'augmentation, 32h en 4 jours (au lieu de 40 en 5 jours) 6 semaines de congés payés, 10% de plus pour le travail de nuit, retraite égale à la moitié du salaire après 25 ans de service, suppression des inspecteurs. Elle fut présentée à la mi-novembre. The Village Voice (13 janvier 66) situe ainsi l'enchevêtrement des revendications de base et des combines politiques:

"....un responsable syndical connaît la différence entre la demande initiale et l'accord final. La liste du T.W.U. était un pastiche de ce que les travailleurs sentaient qu'ils devraient avoir; mais c'était pour beaucoup des châteaux en Espagne. Pourquoi fallut-il un mois entier avant que les arbitres spéciaux se missent au travail? Pourquoi la Transit Authority attendit-elle trois heures avant l'échéance de la grève pour faire ses premières contre propositions? Qui informa si mal Lindsay et le T.A.? Qui pensait qu'en mettant Quill en prison on faciliterait un règlement? Seulement celui qui n'aurait pu s'ôter de l'esprit l'idée bien arrêtée que Quill ne faisait que crier " au loup". Le manque total de responsabilités de nos édiles publics était quelque chose d'affligeant. Le nouveau maire Lindsay croyait-il à la fois que Wagner concluerait un accord avant le 31 décembre et l'autoriserait ainsi, en prenant la tête de la ville à condamner l'accord comme un abandon de son prédécesseur démocrate? Wagner était trop intelligent pour cela. Il fit ses bagages et partit pour Acapulco... Lindsay ne connaissait rien aux règles du jeu tel qu'il s'était déroulé pendant des années. Un Wagner aurait su quoi faire... mais ce n'était plus son affaire... "

Le déroulement de la grève chacun en connaît les grandes lignes: 37.000 travailleurs en grève totale, 12 jours, du 1^o au 12 janvier 1966. La condamnation de la grève par la cour suprême de l'Etat de New-York, l'injonction aux dirigeants d'ordonner la reprise, l'arrestation de Quill au moment où il pérorait devant des caméras de télévision ce qui lui permit de déchirer théâtralement la notification en s'écriant: " qu'il crève dans sa robe noire, le juge qui a signé cet acte ".

C'est à peu près la même phrase " j'espère qu'il en mourra" qui fut lancée par une femme devant Quill, transporté mal en point de la prison à l'hôpital, après une crise cardiaque. Elle exprimait non seulement l'hostilité des New-Yorkais forcés de trouver par le froid- des transports de fortune ou d'aller à pied mais aussi c'était le dévouement d'années d'humiliations et de violences subies dans le métro aux heures de pointe. Car la grève se déroula dans la plus complète hostilité du "public". Il n'y eut aucune solidarité des autres secteurs. Seulement des télégrammes de protestation pour l'arrestation de Quill. Seulement Joe Curran, leader du syndicat des marins N.M.U. offrit de soutenir une manifestation de masse. Un autre leader syndical, Dubinsky, chef de l'I.L.G.W.U. (confection) politicien libéral, joua les éminences grises auprès de Lindsay: c'est un rival de Quill et il considère que les salaires des transports sont élevés comparés à ceux des travailleurs porto-ricains de l'habillement.

En fin de compte, peu de précisions sur l'action des travailleurs eux-mêmes; tout semble être resté d'un bout à l'autre entre les mains des directions syndicales. L'accord finalement intervint le 13 janvier entre "médiateurs" officiels et syndicaux: salaires et retraites seront augmentés de 4% immédiatement, 4% dans un an, 7% au 1^o juillet 67. Rien pour toutes les autres revendications. Comme dans toutes les grèves syndicales, l'accord est descendu du haut vers le bas; les négociateurs d'abord

puis les représentants du syndicat qui ont claironné qu'ils acceptaient, et une heure plus tard, la Transit Authority; dès ce moment (cela devait être convenu d'avance) les premières rames de métro et des bus commençaient à circuler. Ce n'est qu'après que l'accord fut ratifié par le syndicat (cela, c'était acquis) et finalement par les syndiqués. C'est bien le schéma classique des grèves syndicales: la consultation des travailleurs n'est faite que lorsqu'il apparaît à peu près sûr qu'ils marcheront la grève étant déjà par différentes manoeuvres virtuellement terminée. On ignore s'il y eut ou non des réactions de la base après l'accord.

Malgré cette bonne fin, la grève avait suffisamment duré pour "émouvoir" les autorités fédérales de sorte que Johnson dans son "Message à l'Union" crut devoir parler de législation anti-grève (la loi Taft-Hartley qui vise les syndicats et non les travailleurs apparaissant sans doute inefficace) dans le but de "stopper des grèves qui causent des dommages considérables à l'intérêt national".

Pour autant qu'on puisse en juger, cette grève montre l'habileté des bureaucraties syndicales à tirer parti d'une conjoncture politique pour reprendre un contrôle sur les travailleurs. L'emprise des syndicats et leurs liens avec des organisations politiques locales ou fédérales ou bien patronales fait que, comme partout, ils tendent à régler dans les contrats discutés avec les patrons les conditions de travail et ceci, la plupart du temps, en dehors des travailleurs. Des grèves sauvages marquent souvent la conclusion de ces accords (par exemple dans l'automobile) Une grève comme celle des transports de New-York ne modifie nullement ce que nous avons pu dire sur le rôle des syndicats aux USA (voir ICO N° 26- février 64 et 37, mars 65); au contraire, ils ne peuvent être "efficaces" dans cette perspective que s'ils gardent un certain contrôle des travailleurs, par différents moyens. La grève peut être un de ces moyens dans une conjoncture politique favorable. La combativité des travailleurs est autre chose, elle leur est propre et ils utilisent la conjoncture qui leur donne -pour une fois- l'opportunité de se battre et de peser d'un poids plus grand que d'habitude sur tous les dirigeants. Il n'y a dans tout cela aucune transformation miracle du syndicalisme américain qui est, plus que jamais, une énorme machine bureaucratique rouage de l'économie capitaliste américaine et de l'impérialisme virulent qui en découle.

- d'une lettre d'un camarade des U.S.A.

" ...la grève est terminée. Pour nous, il est intéressant de savoir combien de temps encore ce jeu de grève et de revendications isolées peut durer. On savait déjà d'avance que les syndicats feraient un compromis largement au-dessous des demandes initiales. Nous sommes encore très loin des revendications et des grèves annonçant des luttes plus graves avec répercussions plus générales. Pour le moment, c'est l'éternelle répétition des luttes fractionnées et localisées. Mais si les Etats-Unis s'engagent dans une longue guerre du Viet-Nam, ils seront obligés de mobiliser la force de travail, le travail avec une diminution des avantages. Télévision et radio aideront à stimuler l'égoïsme, le "chacun pour soi-même".

- d'un article de " Industrial Worker" (organe des I.W.W. de Chicago février 66)

"...En dépit de nombreuses critiques tapageuses formulées à l'extérieur en différents milieux, les grévistes tinrent bon. Des ouvriers lancèrent des critiques: ceux qui ne purent pas arriver à temps à leur travail à cause du manque de transports (ils auraient dû rester chez eux, en se réjouissant d'une belle démonstration de la force des travailleurs).

" Au moins un "leader ouvrier", George Daydock, président d'un atelier de lithographie, perdit complètement le contrôle de ses facultés. Il appela la grève

"un sabotage" et promet de poursuivre en justice le syndicat des transports à cause de l'argent perdu par ses ouvriers qui n'avaient pu se rendre à leur travail en raison de l'arrêt des bus et du métro.

"George Meaney, le grand caïd de l'AFL-CIO, déclara que la grève montrait une piètre solidarité dans le travail sur le plan national et il était tout à fait partisan d'une reprise immédiate du travail. Cette position ne changea en rien la réputation de Meaney. Il reste sur la même liste noire où il est depuis pas mal de temps, bien que peut-être un peu plus haut sur cette liste.

"Le nouveau maire de la ville qualifia la grève d'illégale et les revendications d'irrégulières. Un tribunal fit une sommation et la presse bourgeoise proposa d'appeler l'armée. Cette dernière proposition donne une preuve supplémentaire que les éditeurs des journaux métropolitains sont pour la plupart parmi les gens les moins qualifiés à donner quelque avis sur les affaires publiques.

"Dans l'arrangement final de cette grève de 37.000 employés des transports, des points importants ont été ou seront examinés. Il y avait cette revendication de la semaine de 4 jours ou 32 heures. Elle était apparue il y a deux ans et fut oubliée ensuite dans les négociations où fut signé le contrat qui a expiré en janvier 66.

"Pendant ces dernières années, 8000 à 10.000 emplois avaient été perdus à cause de l'automation dans le système des transports de la ville de New-York. En raison de cela, ces employés sont avertis depuis longtemps de l'importance de la revendication de la semaine de travail plus courte. Mais la pression pour une diminution de l'horaire pour parer les effets de l'automation sur le nombre des emplois manque du poids indispensable dans l'immédiat qui renforce toutes les demandes d'augmentation de salaire. Les ouvriers de la Compagnie des transports New-Yorkais ne sont pas en général licenciés à cause de l'automation. A mesure que les hommes se retirent ou meurent, leurs emplois sont tout simplement supprimés. Et cette opération de "dégagement" ne demande aucun effort. Au moins ce n'est pas directement ressenti par les ouvriers qui sont appelés, comme en cette occasion, à lutter contre ces mesures. C'est une des raisons pour lesquelles la demande de réduction d'horaire a été traitée si légèrement pendant les négociations.

"Il y a quelques faits dans la carrière de Mike Quill qu'il vaut mieux passer sous silence maintenant. Mais lorsque Quill alla en prison plutôt que de renoncer à la grève des transports, en disant "il était temps que quelqu'un se retire pendant qu'il était encore respectable", il disait la pure vérité. Ce fut son heure de gloire.

"Mike qui est président du syndicat des transports et son leader le plus éminent, se forgea un rôle non négligeable mais ses discours firent beaucoup d'effet sans vouloir dire grand'chose. Les ouvriers ne doivent pas en attendre plus de leurs dirigeants syndicaux. Un syndicat -ou une grève- est mieux dirigée par les décisions de l'ensemble de ses membres. Ainsi, il se trouva que la grève des employés des transports fut victorieuse tandis que huit leaders étaient en prison et un autre à l'hôpital. Ce n'est pas exactement une formule pour gagner les grèves, mais une telle situation a ses avantages. Cette grève du 1^o au 12 janvier 1966, fut une démonstration énergique des travailleurs des services publics contre leur soumission à la réglementation des grèves qui en fait presque des esclaves, bien que ces règles soient soutenues par des contrats, par des lois et par tous les charlatans syndicaux."

oooooooo

FAUTE DE PLACE: nous reportons au prochain numéro:

- une critique sur les textes traitant de l'autogestion notamment en Algérie
- une étude des bulletins d'entreprise: la Voix Ouvrière de Cockerill Ougrée et du groupe "Révolution" de St Nazaire.

Nous espérons faire paraître en mai une brochure sur "Les comités d'entreprise aujourd'hui"; ce texte ne sera adressé qu'aux abonnés d'I.C.O. Les autres camarades qui désireraient l'obtenir devront verser 1 fr par numéro au ccp. Paris 20.147-54 (de même pour tout exemplaire supplémentaire).

syndicats

DOCUMENTS SUR L'ESPAGNE

Le régime capitaliste moderne trouve de nos jours dans le syndicalisme un bon complément. Et l'Espagne qui se modernise économiquement, n'échappe pas à la règle. Nous assistons de la part de la bureaucratie syndicale du régime à de timides ouvertures vers un "syndicalisme libre". Vraiment les syndicats verticaux ne font plus l'affaire. Les travailleurs n'ayant plus peur il faudra donc les faire marcher par la douceur. Dans ce cadre quelques anciens libertaires ont cru bon se compromettre. Nous avons traduit le document - base de cette opération pour les camarades d'I.C.O. Cette opération, à notre connaissance, reste encore dans le domaine confidentiel. La presse franquiste garde le silence. Et la presse de l'opposition en exil n'en parle qu'à demi-mot, pour condamner les "collabos". Bien, mais pour proposer quoi? Sans parler de staliniens pour qui le modèle reste le syndicat totalitaire au service du Parti, les uns sont pour un syndicalisme CISL- syndicalisme occidental (modèle FO, syndicats américains, etc..) cependant qu'une grande partie des libertaires reste fidèle au syndicalisme révolutionnaire; mais les positions que beaucoup défendent sont elles si fondamentalement opposées à cette déclaration de principe qui, à quelques détails près, pourrait tout aussi bien porter la signature des syndicats "démocratiques et libres" que nous connaissons en France. Pour bien saisir la portée de ce texte il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit d'une discussion entre d'anciens responsables de la CNT (syndicat anarchiste) en Espagne (agissant à titre personnel?) et des responsables des syndicats franquistes (syndicats d'état verticaux).

RESOLUTION PRELIMINAIRE sur le
SYNDICALISME OUVRIER ESPAGNOL

Une préoccupation commune à tous les travailleurs est d'arriver à un accord et à une union maxima dans le présent et de contribuer à édifier un avenir libre des divisions passées et de leurs funestes conséquences. A cet effet, un groupe d'anciens militants du mouvement ouvrier libertaire a participé à des conversations avec un groupe de militants du syndicalisme National (I) au siège de l'Institut d'Etudes Syndicales, Sociales et Coopératives de Madrid dans le but d'examiner les possibilités dans la tâche nationale d'édification d'un pays économiquement prospère politiquement progressif et socialement juste, écartant les problèmes idéologiques qui pourraient séparer les travailleurs et rendre difficile non seulement le mouvement ouvrier dans son ensemble, mais aussi la tâche à laquelle ces derniers se sentent appelés de par leurs responsabilités comme espagnols.

Dès le début, les deux groupes ont pu constater avec satisfaction l'existence de coïncidences encourageantes et s'il n'y a pas eu accord complet sur tous les thèmes débattus, les divergences s'avèrent moins graves et fondamentales qu'on aurait pu le craindre. Centrant leurs efforts sur la recherche de la manière dont les travailleurs pourraient arriver à plus d'efficacité dans l'organisation syndicale, se faisant les interprètes des aspirations de tous les producteurs, et évitant les affrontements passés, les deux groupes résument leurs premiers accords dans les points suivants:

(I) il s'agit des syndicats franquistes.

1°) A une époque où il est question d'aménager de nouvelles structures dans toutes les sphères de notre société l'existence de plusieurs syndicats avec différentes idéologies politiques, signifierait un grave dommage non seulement pour la classe travaillante mais pour la société dans son ensemble. Ainsi donc le syndicalisme doit être unique, tandis que les travailleurs resteront libres de leurs idées ou croyances d'accord avec leur propre conscience individuelle. L'affiliation syndicale sera automatique dès qu'on exercera une activité productive, sans discriminations politiques, religieuses ou de tout autre ordre, qui lèseraient les droits inaliénables de la personne humaine.

2°) les principes constitutifs du syndicalisme sont:

- a) direction par les travailleurs eux-mêmes de leurs organisations professionnelles, structurées démocratiquement.
- b) indépendance vis à vis du gouvernement, de l'administration ou de tout autre organisme officiel de l'Etat.
- c) autonomie vis à vis des organisations politiques existantes ou susceptibles d'exister dans le pays.
- d) délimitation d'avec les organisations d'entreprise (note d'I.C.O.: présentement confondues avec le patronat) sans préjuger du maintien ou de la constitution des organes de relation et de coordination de caractère institutionnel.

3°) Les travailleurs encadrés dans leurs organisations syndicales demandent la direction et l'administration des organismes réunis aujourd'hui sous la dénomination de mutualisme du travail (note d'I.C.O.: Sécurité Sociale, Tourisme Populaire, etc..) direction et administration qui doivent être partagées avec les organisations paritaires d'entreprise. Il faut arriver également à la participation suffisante des syndicats ouvriers dans toute entreprise ou institution sociale locale, régionale ou nationale, dans les institutions étatiques ou semi-étatiques, dans les entreprises nationalisées, dans la planification, dans la mise en oeuvre de la politique de développement économique et social et dans les organismes représentatifs de gestion, de consultation et de législation générale.

4°) La grève constitue un recours à la force, qui doit être remplacée par une autre manière d'agir dans les rapports humains. Néanmoins, aussi longtemps que les structures de l'actuelle société permettent les abus anti-sociaux qui caractérisent les différents systèmes d'exploitation économique, les travailleurs doivent disposer du droit de grève qui tend à compenser leur situation d'infériorité dans la société face aux possibles abus capitalistes. Ce droit serait autorisé une fois que seraient convenablement réglementés les conflits collectifs et quand seraient épuisés toutes les procédures de conciliation; dans ce cas seulement seraient licites les grèves déclarées par les propres organisations syndicales.

Les mêmes garanties et la même procédure seraient exigées pour le lock-out patronal.

5°) Le syndicalisme appuie le développement du coopérativisme tant dans le domaine de la production que dans celui de la consommation parce qu'il y voit un instrument décisif pour aboutir à la réforme indispensable des structures économiques engendrant un nouveau type de propriété qui accélérera l'expansion du revenu national et rendra plus faciles et plus humains les rapports des différents éléments de la production.

Accord complémentaire: sur la proposition des libertaires, il est décidé d'envoyer cette résolution aux secteurs ouvriers de l'UCT (note d'I.C.O.: socialistes genre SFIO) et des démocrates-chrétiens en les invitant à prendre position

au sujet de la ligne générale du document. L'acceptation en principe de cette résolution impliquerait l'incorporation de ces deux secteurs dans les tâches communes pour l'approbation définitive de l'articulation postérieure des nouvelles structures et formes d'action du syndicalisme ouvrier espagnol.

On convient à cet effet de retenir cette résolution pendant un mois pour donner le temps de réponse aux secteurs invités avant de la présenter par voie légale à la sanction officielle des Pouvoirs Publics...

Madrid- 4 novembre 1965-

Note d'I.C.O. : ce document est présenté comme émanant du Comité National de la CNT de l'Intérieur. Il aurait soi-disant été approuvé par la suite dans une réunion plénière par les délégués des différentes régions (sauf Asturies et Pays Basque). Il est évident que dans les conditions de clandestinité ces accords sont plutôt l'oeuvre d'un groupe ou tendance que d'une organisation.

oooooooooooo

QUAND DES CADRES SYNDICAUX DISCUTENT
REVENDICATIONS ET ACTION

Le morceau d'anthologie qui suit est extrait d'un compte-rendu de réunion du 3 février 1966 de secrétaires de sous-sections du syndicat National des Instituteurs, compte-rendu communiqué par un camarade instituteur.

"... X. expose la gravité des décrets concernant les directions d'écoles et met en lumière toutes leurs néfastes conséquences (voir les articles de l'Ecole Libératrice). Il énonce les moyens d'action proposées par le Bureau National:

- a) dialogue avec le ministère (pression maximum pour faire abroger les textes)
- b) entrer en lutte pour l'abrogation (en effet, le S.N.I. avait rompu tout dialogue avec le ministère devant son intransigeance le 19 janvier; mais le 26 janvier le ministère demande que le dialogue soit repris). Si ce dialogue n'aboutit pas, le plan(b) entre en vigueur.

avec

- 1) information des collègues (réunions, E.L.)
- 2) conseil des maîtres, au cours duquel un texte sera voté et envoyé au ministère et des lettres individuelles seront distribuées pour être également adressées au ministère.
- 3) Vote d'un texte au cours de la réunion des CAP (syndicats des Inspecteurs et Syndicats des Directeurs d'E.N. sont d'accord).
- 4) Démission des Conseils départementaux avec conférence de presse expliquant cette mesure.

X. parle également de 3 mesures envisagées par le B.N. (étude préalable)

- a) grève administrative
- b) grève

c) versement par tous les syndiqués d'une somme (à déterminer)
l'usage reste également à déterminer.

De nombreux secrétaires de sous-sections prennent la parole ensuite.
Il apparaît alors que dans leur grande majorité:

- ils sont hostiles à la grève administrative
- ils approuvent l'action proposée par le B.N., mais demandent une application rapide (avant même l'entrevue avec le ministère, disent la plupart)
- ils sont peu convaincus de l'efficacité d'une grève de 24 heures et n'envisagent pas une grève plus longue actuellement.
- une nouvelle proposition est faite: manifestation un jeudi au Palais des Sports avec délégation au ministère. Elle semble retenir l'attention de nombreux secrétaires.

X. nous demande d'attendre pour engager l'action (conseils des maîtres) les directives de la section qui attend elle-même les résultats des nouvelles entrevues avec le ministère (une communication téléphonique du 7/2 adressée à la section me permet de savoir qu'il n'y a encore rien de nouveau à ce jour).

Il y aurait beaucoup de commentaires à faire. Remarquons seulement ce qui est habituel dans les débats intérieurs des syndicats:

- que l'information des "collègues" n'est envisagée que si les discussions (secrètes) n'aboutissent pas et comme "moyen de lutte".
- que cette action elle-même est fixée dans les moindres détails par les secrétaires et il faut être doué pour comprendre l'imbroglio.

Et il en est comme cela pour toutes les luttes....

oooooooo

capitalisme

et

bureaucratie

UN PAYS "SOUS-DEVELOPPE"

Sur un territoire plus grand que la France, au coeur de l'Afrique, la "République Centrafricaine" compte 1.200.000 habitants et sur 700.000 "actifs" 50.000 salariés.

La majeure partie de la population vit d'une "manière traditionnelle" dit un article économique (Problèmes d'Outre-Mer- 15/2/66). Les productions agricoles (cultures et élevage) couvrent largement les besoins alimentaires.

Mais la colonisation avait tenté de développer des cultures d'exportation (coton, café, cacao) et des industries (exploitations forestières). La classe dirigeante embryonnaire ne peut asseoir sa domination qu'à l'aide d'un appareil administratif et policier lequel ne peut vivre et profiter que s'il y a une commercialisation importante de produits essentiellement pour l'exportation, donc rupture avec les structures traditionnelles de vie en circuit économique fermé, chacun produisant actuellement à peu près sa propre subsistance. D'où les efforts du gouvernement pour développer l'industrie. Comme il est dit: "Le mythe de l'industrialisation a joué à plein dans un pays largement démuné" (on se demande de quoi). "Un bureau de production a été

installé".

Mais il paraît que les résultats sont assez minces. Même les cultures de produits d'exportation ont dégringolé depuis l'installation d'un gouvernement "indépendant". Les noirs refusent de travailler pour la production marchande. "On peut être inquiet devant la baisse de l'ensemble des cultures d'exportation qui constituent la principale source de revenus monétaires". (qui sinon l'état a besoin de revenus monétaires dans un pays où habitation et habillement ne créent pas de besoins).

C'est présenté comme un "recul... sur l'aire du progrès". Et "pour amener un changement profond d'attitude de la population vis à vis du développement" ...il faudra " beaucoup de dévouement au bien public et de courage aux élites ...qui ont pris en mains la conduite du pays " (sic). Il est intéressant de noter que peu contestent la "nécessité" de ce "développement pour le progrès"; les dirigeants en sont persuadés alors que les paysans amateurs dont on voudrait faire des prolétaires n'en voient nullement la nécessité.

Les dirigeants (ou futurs dirigeants "progressistes" en font une théorie; les "sujets"(futurs prolétaires) n'en font pas une montagne: ils résistent passivement. Les divergences entre ceux que l'on qualifie de "réactionnaires" ou de "colonialistes" et ceux que l'on qualifie de "révolutionnaires" (en l'occurrence des éléments pro-chinois) ne touchent que les modalités d'exécution de la "modernisation"; en fin de compte il s'agit pour les uns et pour les autres de mettre en place les structures d'une société d'exploitation de type capitaliste, c'est-à-dire comportant le pompage d'une partie importante de la plus-value sur le travail salarié, au profit d'une classe dominante. Pour les uns, colonialistes ou bureaucratie locale liée à l'ex-société colonialiste, peu importe que cette évolution "progressiste" aille lentement, le territoire considéré restant l'annexe d'un capitalisme dominant; pour les autres, "bureaucratie révolutionnaire" il faut aller vite car il faut dégager du pays même de quoi alimenter entièrement un lourd appareil.

Ce que nous écrivons là peut paraître mineur parce que se rapportant à un petit pays, même à la dimension de l'Afrique. Mais c'est, à petite échelle, le problème même de ce que l'on appelle les pays sous-développés. Dans une société d'exploitation (capitalisme "libéral" ou bureaucratique) un certain mode d'industrialisation (concentration prolétarienne en grosses unités de production) est présenté comme la seule issue "progressiste" vers laquelle toute société doit évoluer pour être classée parmi les "nations civilisées" (c'est-à-dire celle où les méthodes d'exploitation sont les plus perfectionnées). Dans certains pays dits "arriérés" l'industrialisation est introduite de force pour permettre soit de créer un marché capitaliste, soit d'asseoir le pouvoir d'une classe dominante alors que rien ne justifie cette industrialisation. Dans d'autres pays, les structures foncières et l'exploitation capitaliste de la terre sont à l'origine d'un déséquilibre aigu entre une classe possédante et un prolétariat affamé et misérable: la solution est toujours présentée dans l'industrialisation qui prolonge la domination capitaliste de la terre et non dans une gestion collective des terres.

Ces observations, à propos d'un petit état d'Afrique, ne doivent pas laisser croire:

- que nous pensons qu'une société ne doit pas évoluer: cette évolution ne doit pas se faire sous la contrainte d'intérêts dominants et dans la seule optique de ces intérêts.
- que nous estimons qu'une solution collective peut toucher un seul secteur économique ou un seul état: dans un monde dominé par l'exploitation capitaliste (libérale ou bureaucratique) aucun secteur aussi petit ou aussi grand soit-il ne peut adopter un mode de production socialiste. Si les hasards des événements ont orienté des

structures dans ce sens elles sont rapidement éliminées ou vidées de tout contenu socialiste réel. Nous touchons ici un problème essentiel: une révolution ne peut être socialiste qu'à l'échelle internationale, c'est seulement dans ces conditions que les hommes pourront orienter leurs activités dans le sens de leurs seuls intérêts et que ce qu'on appelle "le problème des pays sous-développés" pourra être résolu par les intéressés eux-mêmes en tenant compte seulement des nécessités inhérentes à leur situation particulière (sans avoir recours à tout prix à la panacée de l'industrialisation).

oooooooo

QU'EST

le provotariat

Nous laissons aux lecteurs d'I.C.O. le soin de méditer sur l'appel du "provotariat" mouvement venu de Hollande et dont les membres font de temps en temps parler d'eux.

"Qu'est le provotariat? Tous les provos, beatniks, pleiners, nozems, teddy-boys, rocks, blousons noirs, houligans, mangupi, étudiants, artistes, asociaux, anarchistes, anti-bombes...

Ceux qui ne désirent pas faire carrière, qui mènent une vie irrégulière, ceux des jungles asphaltées de Londres, Paris, Amsterdam, New-York, Moscou, Tokio, Berlin, Milan, Varsovie, ceux qui se sentent inadaptés à cette société.

Le Provotariat est le dernier facteur de révolte de nos pays "développés". Le Prolétariat s'est assujéti à ses chefs politiques. A son poste de TV. Il s'est amalgamé à sa vieille ennemie, la bourgeoisie, et constitue avec elle une immense masse grise. Dans nos pays, la nouvelle opposition de classe est le provotariat contre cette masse.

Mais le provotariat n'est pas une classe, sa composition est trop hétérogène pour cela.

LE PROVOTARIAT EST UNE FOULE d'ELEMENTS SUBVERSIFS.

Mais pourquoi le provotariat se révolte-t-il? Il vit dans une société basée sur le culte de la "réussite". L'exemple des milliers de joueurs-de-coudes, d'arrivistes sans scrupules ne peut que l'irriter.

SUCCES = un home à soi. SUCCES = une automobile, une TV, un frigo.
SUCCES = UNE POSITION.

Nous vivons dans une société monolithique écoeurante. L'individu créatif y est exception.

Bigs Bosses, capitalistes, ou communistes, nous imposent, nous dictent ce que nous avons à faire, ce que nous devons consommer.

Mais le provotariat veut être lui-même !

A B.S les Philips, les Bastos, les Volkswagen, et les Renault, les

Dops, les fabricants d'essence empestante et tutti quanti.

Le PROVOTARIAT avertit le consommateur asservi.

Action directe

Amsterdam, 21 mars:

Alors que la manifestation des provos dans l'après-midi au voisinage d'une exposition consacrée à l'action de la police à l'occasion du récent mariage de la princesse Béatrix ne semblait pas devoir dépasser un simple chahut, une brusque flambée de violence a soudain dressé les uns contre les autres policiers et provos. Ces derniers grossis de renforts de plusieurs centaines de jeunes gens, ont été tout au long de la soirée aux prises avec les forces de l'ordre.

...Dans certaines rues, les habitants des maisons ont pris fait et cause pour les jeunes gens, bombardant la police par les fenêtres avec des projectiles divers allant jusqu'aux vieilles bicyclettes.

A minuit l'ordre paraissait rétabli après une soirée dont la violence a surpris.

(Le Monde- 22/3/66).

Nous vivons dans une société autoritaire. Les autorités décident tout, nous pouvons la boucler. Ces autorités nous préparent la guerre. Les armes atomiques, bactériologiques, chimiques, sont produites partout en Amérique, URSS, France, Grande Bretagne, Chine. Sous peu, on en fabriquera en Allemagne, en Suède, en Indonésie, en Israël. Si la guerre du Viet Nam devenait une guerre atomique, tout l'hémisphère nord serait vraisemblablement dépeuplé. Les autorités décident de notre vie et de notre mort.

LE PROVOTARIAT A PEUR de la GUERRE ATOMIQUE DES AUTORITES

C'est pourquoi le provotariat est partout en brouille avec les autorités. La police frappe à tort et à travers lorsque nous manifestons contre la bombe atomique, lorsque les blousons noirs entrent en scène à leur façon (dans une protestation inconsciente contre cette société). La police dégage sur nous ses sentiments rancuniers et revanchards.

LA POLICE CONTRE LE PROVOTARIAT = L. HIERARCHIE CONTRE L'ANARCHIE.

Aux Pays-Bas, le mouvement anarchiste "Provo" est né du provotariat et il souhaite que le provotariat du monde entier devienne conscient de son déclassement.

QUE VEUT l'Anarchisme?

- LA COLLECTIVISATION.
- LA DECENTRALISATION.
- LA DEMILITARISATION.

Une société nouvelle, une Fédération de communes autonomes, dans laquelle la propriété privée sera abolie.

Chacun y sera responsable de l'existence économique et sociale.

Des machines électroniques accompliront dans l'époque cybernétique qui vient la tâche des administrations (éternel prétexte de l'existence de nos politiciens).

Dans une telle société technique, décentralisée en petites communautés, la démocratie sera réellement possible.

L'ANARCHIE VEUT LA REVOLUTION.

"PROVO" désespère de l'avènement de la Révolution et de l'Anarchie.

Cependant "Provo" puise son courage dans l'anarchisme: l'anarchisme est pour lui la seule conception sociale admissible. C'est son arme idéologique contre les forces autoritaires qui nous oppriment.

Si le provotariat manque (jusqu'à présent) de forces pour la REVOLUTION

il reste: LA PROVOCATION.

La provocation avec ses petits coups d'épingles, est devenue notre seule arme, imposée par la force des choses. C'est notre dernière chance de frapper, les autorités aux endroits sensibles et vitaux.

Par nos provocations, nous devons forcer les autorités à se démasquer.

Tous les uniformes, bottes, képis, sabres, matraques, auto-pompes, chiens policiers, gaz lacrymogènes et tous les moyens que les autorités tiennent encore en réserves, elles devront les employer contre nous. Les autorités devront ainsi se MANIFESTER EN TANT QU'AUTORITES REELLES: le menton en avant, les sourcils froncés, la colère dans les yeux, menaçant à droite, menaçant à gauche, commandant, interdisant, condamnant.

Elles se rendront de plus en plus impopulaires, ainsi la conscience des gens mûrira pour l'anarchie.

ET VIENDR. L. CRISE.

C'est notre dernière chance: L. CRISE DES AUTORITES PROVOQUEES.

Telle est la grande provocation à laquelle "Provo-Amsterdam" appelle le provotariat international.

PROVOQUEZ, FORMEZ DES GROUPES MARCHISTES.

Attention, provos, nous perdons un monde "

PROVO - journal anarchiste - Amsterdam 1965.

ooooooooo

grève

rhône-poulenc

VITRY- LE PLUS GRAND TRUST DE FRANCE - produits chimiques.

Le 9 mars, élection du Comité d'Etablissement: abstention 22% (+3%)

nuls + blancs: 8% des votants. Ces chiffres en le voit, ne devaient affecter en rien les syndicats qui purent se targuer de "toujours avoir la confiance" des travailleurs pour la gestion des oeuvres de bienfaisance sous la coupe du patron. Tout est donc en bon ordre.

Le même jour un tract CGT explique où en est la préparation de l'action à l'usine de Vitry, faisant part de grèves à l'usine d'Elboeuf et du désir manifesté par l'usine du Roussillon de mener une action concertée entre toutes les usines du trust. Le papier fait part aussi d'une tendance marquée des travailleurs de Vitry à l'augmentation des salaires exprimée en valeur absolue en ce qui concerne les petites catégories les plus défavorisées. Le mardi 15 mars, appel CGT-CFDT-FO pour une grève de 24h pour le lendemain 16 avec les revendications suivantes:

Plus de salaires de 700 frs par mois chez Rhône-Poulenc.

Pas d'augmentation inférieure à 105 frs par mois, ou 0.f60 de l'heure.

Mercredi 16 mars: stupéfaction: 70% des travailleurs sont en grève

et 2000 sont dans la rue. Cela ne s'était pas produit depuis très longtemps à l'usine. Personne, aussi bien syndicats que C.D.O. ne pouvait prévoir l'avant-veille une telle ampleur. Aussi d'importantes forces de police sont en place; il en est venu de Paris Les différents groupes de grévistes fusionnent (dispersion due au nombre de portes étalées sur 1 km), banderolles au vent, la chaussée est envahie. D'abord provocants, les flics n'interviennent pas. Le cortège se met en marche, emprunte les grandes artères, où la circulation est bloquée. Service d'ordre invisible. Enfin arrive le meeting organisé sur une place. Les syndicats prennent la parole et d'emblée font leurs propositions. Ainsi un délégué CGT propose que l'action soit reprise le 28 mars, soit 12 jours après l'action d'aujourd'hui. Les travailleurs réagissent aussitôt violemment et demandent qu'une délégation parte de suite au siège R.P. à Paris, présenter les revendications telles qu'elles ont été "proposées" dans le tract du 15 mars et qu'en cas de refus de la part du patron l'usine fasse grève 24h le 18. Surpris les syndicats acceptent. Puis ils tentent d'arrêter là la séance quand un militant de Voix Ouvrière s'élançe

vers la tribune et demande la parole. Les syndicats suppriment le micro, l'insultent, le bousculent, tandis que les travailleurs présents, consternés, réclament la liberté de parole pour le copain. Ce dernier tente d'expliquer que les syndicats ont berné tout le monde en transformant en valeur absolue leurs revendications en $\%$ basées sur le SMIG. Staliniens et CFDTistes, s'entendent bien pour le conspuer et porter le trouble à un point tel que les travailleurs réagissent diversement. Un militant du CDO monte à son tour à la tribune, rencontrant les mêmes insultes et bousculades. Son but n'est pas d'attaquer les syndicats ni d'avancer des revendications, mais d'appeler les ouvriers à venir dire eux-mêmes ce qu'ils veulent faire. La confusion est extrême. Militants CFDT et CGT sautent sur l'occasion pour annoncer que "Les provocateurs viennent de briser le mouvement !" Les 3/4 des travailleurs se sont dispersés quand le calme revient.. La délégation syndicale se met en route sur Paris.

Les militants révolutionnaires du CDO (voir ICO N° 40) tirent diversement les leçons de ce qui vient de se passer. Les gars de Voix Ouvrière sont atterrés de n'avoir pu montrer la vérité sur les revendications avancées par les syndicats, de n'avoir pu enfin détourner les grévistes de leurs organisations traditionnelles pour former un comité de grève. Les autres rejettent les incidents, mais tout le monde est inquiet quant à la suite de la grève. Il est décidé de faire un tract "Démocratie Ouvrière" pour expliquer ce que les syndicats n'ont pas toléré voir dire. Distribution fixée au lendemain. Les copains de Voix Ouvrière décident d'annoncer officiellement leur entrée à F.O. (nous en reparlerons), cet événement ayant délié les langues depuis quelque temps.

Le lendemain 17, chacun reprend le travail comme convenu. On apprend que les agents de maîtrise ont manifesté devant la direction locale, à l'intérieur de l'usine, hier, avec délégation. Les autres cadres, jeunes ingénieurs surtout attendent un mot d'ordre de la CGC pour se joindre aux autres travailleurs le lendemain. Les travailleurs reprochent aux syndicats d'avoir interdit à des gars de parler au meeting. Toutefois, les militants de V.O. sont bien obligés de constater que les ouvriers désapprouvent l'attitude de celui d'entre eux qui avait commencé sa prise de parole mouvementée en attaquant les syndicats et les revendications et en avançant les siennes. Les ouvriers d'ailleurs demandent à ce que ne soit pas répété l'incident. Dans le secteur du militant CDO qui avait appelé les ouvriers à prendre la parole, ceux-ci lui demandent s'il est prêt à être leur porte-parole pour dire ce qu'ils pensent eux, au moment où eux-mêmes jugeront bon de montrer leur désaccord avec une éventuelle trahison syndicale. A cette occasion, ces ouvriers affirment leur vigilance face à la tournure que les syndicats vont nécessairement faire prendre au mouvement. Devant l'affirmation du militant CDO, ils assurent à ce dernier qu'éventuellement ce sont eux qui le mèneront à la tribune. Devant ce degré de conscience, tous les militants du CDO, y compris les copains de V.O. se mettent d'accord pour ne pas distribuer Démocratie Ouvrière. Décidément, les théories trotskystes sont ébranlées. L'annonce officielle de l'entrée à FO de certains militants CDO passe pratiquement inaperçue. Le refus de la direction générale opposé aux revendications de la délégation syndicale la veille, échauffe les esprits. Ceux qui n'ont pas fait grève la veille parlent de sortir demain. Mot d'ordre CGC: 24h de grève pour contremaîtres et 2h pour "l'encadrement". La direction accuse le coup et affiche une note d'information dénonçant les revendications syndicales et avançant des pourcentages d'absents le jour de la grève, dérisoires. D'ailleurs, le 18 mars ce sont 90% des travailleurs qui sont en grève. Pourtant cela semblait irréalisable à tous ces militants syndicaux qui prétendaient que les gars de l'usine étaient à jamais "embourgeoisés", "amorphes", quand ces mêmes gars ne répondaient pas à des appels pour des grèverèves depuis de très nombreuses années. Malgré la grève SNCF ce jour-là, il y a près de 3000 personnes présentes au défilé dans Choisy-Le-Roi. Il est à noter que les slogans ont évolué: aux "Poulenc des sous" et "augmentez nos salaires", font écho des "la grève jusqu'au bout" et "payez la grève". Beaucoup de policiers en civil sont présents. Nouveau meeting. Les syndicats parlent des revendications affectant les catégories, les secteurs.. Aussitôt des ouvriers réagissent et obligent les syndicats à ne reparler que des salaires et à fixer la suite de l'action. Sont décidés: une "descente" à Paris du plus de monde possible, une délégation au siège et enfin une troisième journée de grève de 24h pour le mercredi 23 mars, s'il n'y a pas

de réponse positive. A peu près 1000 personnes se retrouvent rue J. Goujon, banderolles déployées. Après un flottement face aux forces de police, les divers groupes font la jonction face à l'entrée du siège social R.P. tandis qu'au même moment les employés du siège se mettent en grève et rejoignent ceux de Vitry. La satisfaction se manifeste fort bruyamment tandis que dactylos, femmes de ménage, bureaucrates et même cuisiniers en toque fraternisent avec ouvriers et employés de l'usine de Vitry. La police affecte la bonhomie et à aucun moment n'essaie d'entraver les mouvements. Une délégation pénètre dans le somptueux bâtiment, comportant un militant VO qui y va en tant que secrétaire de la section FO. Une heure d'attente. Les jeunes mènent la danse. L'ambiance reflète bien la ferme détermination des filles et des gars en grève d'aller jusqu'au bout. D'ailleurs, quand la délégation, déconfite, confirme le "non" de la direction, il n'y a pas une seconde de déception dans la foule qui hurle aussitôt "La grève continue". Les responsables syndicaux s'emploient alors à calmer les esprits. La CFDT annonce qu'une collecte sera faite au siège pour ceux de Vitry. Ces derniers refusent catégoriquement. Bientôt fusent "on veut entrer au siège". Panique dans les milieux syndicaux dont les militants tentent de diriger les gars vers les bouts de la rue et de les y disperser. Les flics s'amassent devant la porte, tendus. Il y a des bousculades, des gars veulent tout casser. Le mouvement, un moment échappe aux syndicats. Pourtant les gars hésitent et la "voix pathétique" de la raison de nos chers chiens de garde l'emporte. Des militants se perchent pour filtrer les employés du siège qui regagnent leurs bureaux, des fois que des gars de Vitry se faufilent. Tout le monde se disperse et disparaît. Certains soufflent et s'épongent le front, mais sont inquiets pour les jours à venir. Le 22, la CGC (cadres) distribue un papier dans lequel elle dit avoir espéré que la direction RP entendrait la voix de la raison et appliquerait les 4.25% d'augmentation proposés lors de la première réunion de l'UIC qui avait avorté (voir I.C.O. N° 47). Elle demande une entrevue à la Direction et par conséquent surseoit à toute manifestation en attendant, s'étant fixé un délai de 48h. En cas de non réponse, elle appelle l'Inspecteur du Travail à intervenir dans l'actuel conflit et demande la réunion d'un Comité d'Etablissement extraordinaire. Puis dans le même tract, la CGC explique pourquoi son "souci de la conservation de l'outil de travail l'empêche de se mettre en grève" (sic).

Mercredi 23: 3ème journée de grève - 80% de participants. Défilé et meeting à Choisy-Le-Roi. Le nouveau secrétaire FO prend la parole. C'est un trotskyste de V.O. mais devant la tournure que prennent les événements les stalinienens ne peuvent faire autrement que de le laisser parler. FO fait ses propositions, n'ayant pu s'entendre avec la CGT et CFDT. Ces propositions sont les suivantes: maintien des revendications du départ puisque les travailleurs se sont mobilisés dessus, paiement des jours de grève, grève illimitée et comité de grève. L'orateur termine par ceci: "mais en tout état de cause, c'est vous qui déciderez". Vient ensuite le secrétaire CFDT qui se contente de faire la narration de ce qui s'est passé, propose aussi le paiement des heures de grève. Peu d'enthousiasme dans la foule (2000 personnes environ). Puis soudain le secrétaire de la Fédération CGT de chimie de la région parisienne prend possession de la tribune. Il est là pour reprendre la situation en main. C'est un dur qui dit tout de suite qu'il n'est pas question de grève illimitée car tous autant que nous sommes, nous sommes incapables d'en mener une. Par contre, le triste sire explique qu'il faut mener une action intelligemment, une action qui coûte le moins cher possible. Il conclut à peu près en ces termes: "attendons maintenant ce que vont décider les syndicats de tout le trust au cours de la réunion du 28 mars." Des sifflets et des injures accompagnent sa sortie. Pas mal de travailleurs sont furieux et scandent "vendredi, vendredi". Il y a des remous mais la décision d'attendre est vite entérinée dans la confusion avec un appel à nous rendre nombreux au siège de Paris. Ainsi après avoir "flotté" au cours des 2 premières journées de grève, les syndicats ont fait appel à l'un de leurs chefs pour, en un premier temps, briser l'élan des gars. Les révolutionnaires ne sont pas à la fête car les stalinienens ne leur pardonnent pas le désordre qu'il y a eu. Or, il se trouve que ce sont les travailleurs qui spontanément ont conspué le "chef" qui "savait parler au peuple". Manifestation au siège social de Paris - Echauffourée avec les flics pour enfin occuper la rue - délégation reçue - manifestation avenue Montaigne avec force slogans tel que: "la grève jusqu'au bout" Les gens du quartier sont effrayés

Toute la largeur de l'avenue est occupée un moment par les manifestants assis sur la chaussée, entre le siège social et l'ambassade du Canada. (1000 à 1200 personnes) La police s'énerve et tirant par les cheveux ou à coups de pieds dans les reins, font relever les grévistes qui commencent à faire un peu trop de bruit pour un quartier où l'ordre est permanent. Les responsables syndicaux ont tôt fait d'entraîner tout le monde sur le trottoir, sous les fenêtres derrière lesquelles se trouvent les "négociateurs". Puis on nous entraîne à deux cents mètres de là pour nous faire part du non du Président de notre chère société. Et tout le monde de se demander ce qu'ont bien pu se raconter ces messieurs alors qu'à un non aussi catégorique il n'y avait qu'à opposer la poursuite de la grève. Tout le monde pourtant se disperse. La plupart des grévistes est décontenancée de devoir attendre la semaine suivante pour savoir ce que les syndicats vont décider..

Il est certain que les travailleurs de Rhône-Poulenc-Vitry ont tiré des leçons de ces trois jours de grève. Pourtant, à aucun moment, ils ont décidé eux-mêmes quelle était l'action qu'ils entendaient mener, jusqu'où et comment. Lors de la troisième journée de grève ils étaient à la fois contre l'arrêt des grèves de 24h tous les deux jours et contre la grève illimitée. Il y a parmi eux des militants révolutionnaires soit trotskystes, soit anarchistes qui ont pris position, qui ont tout fait pour qu'éclate au grand jour la trahison des syndicats aussi bien sur les revendications que leur attitude au cours de la lutte. L'idée du comité de grève quoique proposée au troisième meeting, n'a effleuré personne. Les travailleurs sont en colère, mais obéissent quand même, font encore confiance aux syndicats.

(à suivre - c'est la situation au 26 mars 66).

LICTIONS

Réunion des camarades de Paris - 26 mars 1966 - 23 camarades présents - 4 excusés

- Les informations d'entreprise (Jeumont ,Crédit Lyonnais ,Solétanche ,laboratoire, Renault ,collège technique, PTT ,métallurgie ,bâtiment ,assurances)seront reprises dans le prochain bulletin .
- le récit de la grève chez Rhône Poulenc (ci - dessus) donne lieu à une discussion sur les positions qu'un camarade peut prendre dans un tel mouvement.
- Un camarade reprendra dans un texte son commentaire sur le Viet Nam
- lettres de Lyon , Paris (cercle Caribaldi) ,Liège (La Voix Ouvrière de Cockerill Ougrée) ,Paris (Sécurité Sociale) ,Paris (P T T) ,de la Sarthe (retraité ex-métallo) ,banlieue de Paris (instituteur) ,Marseille (EDF-GDF) ,Paris (avocat) ces lettres figureront dans le prochain bulletin
- la revue des publications y est aussi reportée
- Comité de soutien à FRANCISCO BARRICA

Ce jeune militant anarchiste espagnol ,déjà inquiété en Belgique ,vient d'être arrêté à la frontière franco belge ,et , en prison à Douai ,est menacé d'extradition en Suisse ,puis en Espagne ,d'après un mandat d'arrêt international touchant ses activités antifranquistes.S'il est considéré comme détenu de droit commun,le pire peut être redouté. Envoi de fonds pour sa défense et liaisons pour une action éventuelle :FOURNIER Clément -BP 108- Aubervilliers 93 - ccp Paris I3536-34 . Envoi d'appels sur demande .

UNE GREVE EFFICACE

" A Rouen et au Havre ,l'activité portuaire n'a pas été perturbée ,car des rames de wagons vides avaient été amenées avant le début des arrêts de travail à proximité des navires en cours de déchargement " (Combat - 19 mars 1966)

DEVANT LE SIEGE DE RHONE POULENC

"La police avec Nous " scande sans succès un responsable CGT. Personne ne reprend Un militant du PCF accusant un ouvrier de "provoquer les flics " alors qu'il pousse les gars à occuper la chaussée: "les flics sont des prolos comme toi " "Et Charonne " répond l'ouvrier .

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : Un an - 12 numéros : 5 F.

Versements : I. C. O., c. c. p. 20.147.54 PARIS

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Directeur de Publication
P. BLACHIER